



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE

A/5750/Rev.1^{*}
16 septembre 1964

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS-
ESPAGNOL-
FRANCAIS

Dix-neuvième session

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA DIX-NEUVIEME SESSION ORDINAIRE
DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Qui s'ouvrira au Siège, à New York, le mardi 10 novembre 1964, à 15 heures

-
- * L'objet de la présente revision est d'ajouter le point 83, dont l'inscription à l'ordre du jour provisoire a été proposée dans les délais prévus à l'article 12 du règlement intérieur.

1. Ouverture de la session par le chef de la délégation vénézuélienne.
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation.
3. Pouvoirs des représentants à la dix-neuvième session de l'Assemblée générale
 - a) Constitution de la Commission de vérification des pouvoirs;
 - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
4. Election du Président.
5. Constitution des grandes commissions et election de leurs bureaux.
6. Election des Vice-Présidents.
7. Communication du Secrétaire général faite en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies.
8. Adoption de l'ordre du jour.
9. Discussion générale.
10. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation.
11. Rapport du Conseil de sécurité.
12. Rapport du Conseil économique et social.
13. Rapport du Conseil de tutelle.
14. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique.
15. Election de membres non permanents du Conseil de sécurité.
16. Election de six membres du Conseil économique et social.
17. Nomination des membres de la Commission d'observation pour la paix.
18. Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies.
19. Force d'urgence des Nations Unies :
 - a) Rapport sur la Force;
 - b) Prévisions de dépenses relatives à l'entretien de la Force.

20. Rapport du Comité pour l'Année de la coopération internationale /résolution 1907 (XVIII) du 21 novembre 1963/.
21. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux : rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux /résolution 1956 (XVIII) du 11 décembre 1963/.
22. Installation d'un dispositif mécanique de vote /résolution 1957 (XVIII) du 12 décembre 1963/.
23. Question du désarmement général et complet : rapport de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement /résolution 1908 (XVIII) du 27 novembre 1963/.
24. Question de la convocation d'une conférence pour la signature d'une convention sur l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires et thermonucléaires : rapport de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement /résolution 1909 (XVIII) du 27 novembre 1963/.
25. Nécessité de suspendre d'urgence les essais nucléaires et thermonucléaires : rapport de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement /résolution 1910 (XVIII) du 27 novembre 1963/.
26. Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique : rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique /résolution 1963 (XVIII) du 13 décembre 1963/.
27. Question de Corée : rapport de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée /résolutions 376 (V) du 7 octobre 1950 et 1964 (XVIII) du 13 décembre 1963/.
28. Mesures à prendre, à l'échelon régional, en vue d'améliorer les relations de bon voisinage entre les Etats européens ayant des régimes sociaux et politiques différents /décision du 13 décembre 1963/.
29. Effets des radiations ionisantes : rapport du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des radiations ionisantes /résolution 1896 (XVIII) du 11 novembre 1963/.
30. Rapport du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient /résolutions 302 (IV) du 8 décembre 1949 et 1912 (XVIII) du 3 décembre 1963/.

31. Politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine :
 - a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine [résolution 1978 A (XVIII)] du 16 décembre 1963/;
 - b) Rapport du Secrétaire général [résolution 1978 B (XVIII)] du 16 décembre 1963/.
32. Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement [résolutions 1785 (XVII)] du 8 décembre 1962 et 1897 (XVIII) du 11 novembre 1963/.
33. Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique destinés aux pays en voie de développement : rapport du Secrétaire général [résolutions 1522 (XV)] du 15 décembre 1960 et 1938 (XVIII) du 11 décembre 1963/.
34. Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies : rapport du Comité pour un fonds d'équipement des Nations Unies [résolution 1936 (XVIII)] du 11 décembre 1963/.
35. Action dans le domaine du développement industriel :
 - a) Rapport du Comité du développement industriel [résolution 1940 (XVIII)] du 11 décembre 1963/;
 - b) Rapport du Secrétaire général idem.
36. Rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la formation du personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays en voie de développement : rapport du Conseil économique et social [résolution 1824 (XVII)] du 18 décembre 1962/.
37. Rôle des brevets dans le transfert de connaissances techniques aux pays en voie de développement : rapport du Secrétaire général [résolution 1935 (XVIII)] du 11 décembre 1963/.
38. Affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement :
 - a) Rapport du Conseil économique et social [résolution 1931 (XVIII)] du 11 décembre 1963/;
 - b) Rapport du Secrétaire général idem.
39. Souveraineté permanente sur les ressources naturelles : rapport du Secrétaire général [résolution 1803 (XVII)] du 14 décembre 1962, section III/.
40. Inflation et développement économique : rapport du Secrétaire général [résolution 1830 (XVII)] du 18 décembre 1962/.

41. Accroissement démographique et développement économique : rapport du Conseil économique et social /résolution 1838 (XVII) du 18 décembre 1962/.
42. Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle : rapport du Secrétaire général /résolution 1937 (XVIII) du 11 décembre 1963/.
43. Institut de formation et de recherche des Nations Unies : rapport du Secrétaire général /résolution 1934 (XVIII) du 11 décembre 1963/.
44. Situation et opérations du Fonds spécial /résolutions 1240 (XIII) du 14 octobre 1958 (partie B, par. 10 et 54), 1833 (XVII) du 18 décembre 1962 et 1945 (XVIII) du 11 décembre 1963/.
45. Programmes de coopération technique des Nations Unies :
 - a) Examen des activités /résolution 1833 (XVII) du 18 décembre 1962/;
 - b) Confirmation des allocations de fonds au titre du Programme élargi d'assistance technique /résolutions 831 (IX) du 26 novembre 1954 et 1947 (XVIII) du 11 décembre 1963/.
46. Assistance en cas de catastrophe naturelle /résolution 1049 (XXXVII) du Conseil économique et social, en date du 15 août 1964/.
47. Situation sociale dans le monde :
 - a) Rapport du Conseil économique et social /résolution 1916 (XVIII) du 5 décembre 1963/;
 - b) Rapport du Secrétaire général /idem/.
48. Habitation, construction et planification :
 - a) Rapport du Conseil économique et social /résolution 1917 (XVIII) du 5 décembre 1963/;
 - b) Rapport du Secrétaire général /idem/.
49. Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
50. Mesures tendant à faire appliquer la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale : rapport du Secrétaire général /résolution 1905 (XVIII) du 20 novembre 1963/.
51. Projet de convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale /résolution 1906 (XVIII) du 20 novembre 1963/.
52. Projet de recommandation sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages /décision du 12 décembre 1963/.
53. Mesures tendant à faire respecter plus rapidement les droits de l'homme et les libertés fondamentales /décision du 12 décembre 1963/.

54. Manifestations de préjugés raciaux et d'intolérance nationale et religieuse /décision du 12 décembre 1963/.
55. Projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse /décision du 12 décembre 1963/.
56. Projet de déclaration sur le droit d'asile /décision du 12 décembre 1963/.
57. Liberté de l'information :
 - a) Projet de convention relative à la liberté de l'information /décision du 12 décembre 1963/;
 - b) Projet de déclaration sur la liberté de l'information /idem/.
58. Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme /résolution 1960 (XVIII) du 12 décembre 1963/.
59. Projet de déclaration concernant la promotion parmi les jeunes des idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples /résolution 1965 (XVIII) du 13 décembre 1963/.
60. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies :
 - a) Rapport du Secrétaire général;
 - b) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.
61. Question du Sud-Ouest africain : rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux /résolution 1899 (XVIII) du 13 novembre 1963/.
62. Programmes spéciaux d'enseignement et de formation pour le Sud-Ouest africain : rapport du Secrétaire général /résolution 1901 (XVIII) du 13 novembre 1963/.
63. Programme spécial de formation pour les territoires administrés par le Portugal : rapport du Secrétaire général /résolution 1973 (XVIII) du 16 décembre 1963/.
64. Moyens d'étude et de formation offerts par des Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes : rapport du Secrétaire général /résolution 1974 (XVIII) du 16 décembre 1963/.
65. Question d'Oman : rapport du Comité spécial de l'Oman /résolution 1948 (XVIII) du 11 décembre 1963/.

66. Rapports financiers et comptes pour l'exercice terminé le 31 décembre 1963 et rapports du Comité des commissaires aux comptes :
- a) Organisation des Nations Unies;
 - b) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
 - c) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
 - d) Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
67. Budget additionnel de l'exercice 1964.
68. Projet de budget pour l'exercice 1965.
69. Plan des conférences : rapport du Secrétaire général /résolution 1987 (XVIII) du 17 décembre 1963/.
70. Nominations aux postes devenus vacants dans les organes subsidiaires de l'Assemblée générale :
- a) Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
 - b) Comité des contributions;
 - c) Comité des commissaires aux comptes;
 - d) Comité des placements : confirmation des nominations faites par le Secrétaire général;
 - e) Tribunal administratif des Nations Unies;
 - f) Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies.
71. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies : rapport du Comité des contributions.
72. Rapports de vérification des comptes concernant les dépenses effectuées par les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique :
- a) Affectations de fonds et allocations d'urgence imputées sur le Compte spécial du Programme élargi d'assistance technique;
 - b) Affectations et allocations de crédits du Fonds spécial.
73. Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique :
- a) Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
 - b) Mécanisme interorganisations pour les questions de rémunération et d'administration du personnel : rapport du Secrétaire général /résolution 1981 B (XVIII) du 17 décembre 1963/.

74. Procédures administratives et budgétaires de l'Organisation des Nations Unies : rapport du Groupe de travail pour l'examen des procédures administratives et budgétaires de l'Organisation des Nations Unies /résolution 1880 (S-IV) du 27 juin 1963/.
75. Questions relatives au personnel :
 - a) Composition du Secrétariat : rapport du Secrétaire général /résolution 1928 (XVIII) du 11 décembre 1963/;
 - b) Autres questions relatives au personnel.
76. Rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.
77. Ecole internationale des Nations Unies : rapport du Secrétaire général /résolution 1982 (XVIII) du 17 décembre 1963/.
78. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa seizième session.
79. Traités multilatéraux généraux conclus sous les auspices de la Société des Nations : rapport du Secrétaire général /résolution 1903 (XVIII) du 18 novembre 1963/.
80. Assistance technique pour favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international : rapport du Comité spécial d'assistance technique pour favoriser l'enseignement, l'étude, la diffusion et une compréhension plus large du droit international /résolution 1968 (XVIII) du 16 décembre 1963/.
81. Examen des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies :
 - a) Rapport du Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats /résolutions 1966 (XVIII) et 1967 (XVIII) du 16 décembre 1963/;
 - b) Etude des principes énumérés dans le paragraphe 5 de la résolution 1966 (XVIII) de l'Assemblée générale;
 - c) Rapport du Secrétaire général sur les méthodes d'établissement des faits /résolution 1967 (XVIII) du 16 décembre 1963/.
82. Examen des mesures à prendre pour le développement progressif du droit international privé, particulièrement en vue de favoriser le commerce international /question proposée par la Hongrie (A/5728)/.
83. Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique /question proposée par l'Algérie, le Burundi, le Cameroun, le Congo (Brazzaville), le Congo (Léopoldville), la Côte-d'Ivoire, le Dahomey, l'Ethiopie, le Gabon, le Ghana, la Guinée, la Haute-Volta, le Kenya, le Libéria, la Libye, Madagascar, le Mali, le Maroc, la Mauritanie, le Niger, la Nigéria, l'Ouganda, la République arabe unie, la République centrafricaine, la République-Unie du Tanganyika et de Zanzibar, le Rwanda, le Sénégal, le Sierra Leone, la Somalie, le Soudan, le Tchad, le Togo et la Tunisie (A/5730)/.